

Accords fiscaux—Loi

Je qualifie l'initiative du ministre des Finances, à savoir chercher à équilibrer son budget au détriment de nos jeunes et de nos personnes âgées . . .

M. Nunziata: Scandaleux!

M. Tobin: . . . de scandaleuse, en effet, et cela ne permettra plus au Canada de se sentir fier à cet égard à la face du monde. Par ce projet de loi, le gouvernement dit aux personnes âgées qui ont payé leur dû, qui ont édifié ce pays pour nous, qui nous ont fourni les ressources, l'infrastructure, la qualité de vie dont nous bénéficions aujourd'hui, que, maintenant que leur vie tire à sa fin, le système qu'ils ont édifié et façonné pour nous, leurs fils et leurs filles leurs petits-enfants, n'a plus les moyens de prendre soin d'eux dans leur vieillesse. Donc, le gouvernement va amputer de milliards de dollars le budget du régime des soins de santé et cela, quoi qu'il arrive.

Par ce projet de loi, il dit aux jeunes du Canada, à ceux sur qui nous devons compter pour rester compétitifs dans un monde qui l'est de plus en plus, un monde où la technologie marque des points et progresse tous les jours, où les emplois d'aujourd'hui disparaissent le lendemain et où il faut se tenir à la pointe de la nouvelle technologie, que le Canada ne croit plus en ses possibilités. Si nous ne pouvons avoir foi en ceux qui vont prendre la relève derrière nous, alors c'est que nous ne croyons plus en nous-mêmes ni dans la vision qui nous a été transmise par nos prédécesseurs.

Ce soir, à la télévision, le premier ministre (M. Mulroney) a parlé de libre-échange.

M. Kilgour: J'invoque le règlement, Monsieur le Président. Le député a déjà parlé aujourd'hui et, en toute déférence, il me semble que la règle de la pertinence devrait exclure le genre de digression auquel il s'est laissé aller, si le débat actuel doit avoir le moindre sens.

M. le vice-président: Le député d'Edmonton—Strathcona (M. Kilgour) semble invoquer le Règlement avec raison, mais le député de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe (M. Tobin) n'avait pas fini sa phrase. Je suppose qu'il s'en tiendra au projet de loi. Sinon, bien sûr, il enfreindra le Règlement.

M. Tobin: Mais bien sûr, Monsieur le Président. Encore une fois, votre sagesse, votre expérience et votre calme ont donné l'exemple aux députés qui se hâteraient de bondir dès qu'on mentionne leur premier ministre. Je ne comprends pas pourquoi les députés d'en face s'énervent autant à cette seule idée. Comme je le disais, si le député suit la logique de mes propos, il verra le lien avec le projet de loi C-96.

Ce soir, le premier ministre du Canada a parlé du libre-échange à tous les Canadiens à la télévision. Il a utilisé des mots très importants et très symboliques. Il a déclaré que lorsque les négociations seront terminées, nous pourrions nous mesurer pour la première fois «à armes égales». Que signifie cette expression et quel rapport a-t-elle avec le projet de loi C-96?

L'expression «à armes égales» est américaine. Les Américains l'utilisent chaque fois qu'ils prétendent que l'industrie ou

la société canadienne est subventionnée et que, tant que le Canada ne se sera pas débarrassé de ces subventions, nos deux pays ne pourront pas pratiquer le commerce à armes égales. Le fait que le Canada offre aux malades ou aux personnes âgées les meilleurs soins médicaux que le pays puissent offrir, quels que soient leurs moyens financiers, en dit long sur le niveau de civilisation atteint par notre pays, du moins jusqu'à la présentation du projet de loi C-96. Il n'existe rien de semblable au sud de la frontière.

Il n'existe pas d'assurance-maladie au sud de la frontière. Il n'y a pas, de droit de citoyen qui garantisse que, si un membre de votre famille—père, mère, enfant ou conjoint—tombe malade, il ou elle recevra les meilleurs soins médicaux possibles à moins, naturellement, qu'on soit en mesure de payer. C'est ce qui nous différencie, au moins dans ce domaine, des États-Unis. Naturellement, si on doit prendre le premier ministre au sérieux, lorsqu'il dit que, après les négociations sur le libre-échange, nous serons exactement à armes égales, on ne peut que supposer que le projet de loi C-96, avec toutes ses conséquences tragiques et sa nature draconienne, fait partie de ce processus de nivellement.

Le désir de tous les Canadiens d'avoir un régime d'assurance-maladie, d'assurer cette qualité de vie à tous les citoyens, représente un obstacle dans la perspective américaine de l'économie. Nous ne disons pas à nos pêcheurs, contrairement à leurs homologues américains, «si vous êtes malade, déboursez, donnez votre prise, vos gains de l'année et on s'occupera de votre problème. Sinon, mon ami, faites la queue».

Lorsque l'on me tient ce genre de discours, qui est de l'américain et non du canadien, «Nous allons pouvoir nous mesurer à armes égales», je commence à me demander quelles mesures législatives du gouvernement canadien—que ce soit le projet de loi C-96, les dispositions de recouvrement des frais du projet de loi C-75 ou le projet de loi C-88, qui vise à supprimer CN Marine et le principe du paiement par l'utilisateur sur les traversiers de la région de l'Atlantique—font partie du gâteau que le premier ministre prépare avec son ami, Ronald Reagan, qui n'a pas fait attention à la recette et y a ajouté des bardeaux, à l'insu du premier ministre.

● (2110)

C'est tout comme le premier ministre qui vient d'exposer aux Canadiens ce soir une notion du libre-échange dont ils n'avaient jamais entendu parler jusqu'ici, du moins avant les dernières élections lorsqu'il s'est présenté devant l'électorat. Il n'en n'a pas fait le thème de sa campagne électorale en tout cas. C'est tout à coup la quête du Saint-Graal. C'est Monty Python au théâtre du Centre national des arts. Cette mission devient sa raison d'être du jour au lendemain. Tout comme le premier ministre, qui s'est bien gardé de nous dire qu'elle était toute sa vie la dernière fois qu'il a consulté l'électorat, le ministre des Finances n'a pas voulu être en reste, lui dont l'organe de la parole est tellement développé qu'il peut se contredire en deux temps trois mouvements devant le Parlement du Canada.